

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, EN EUROPE ET DANS LE MONDE

que les jeunes générations (et les moins jeunes) mesurent leur chance d'être européens, leur privilège de travailler dans des conditions décentes et d'être, dans l'ensemble et en tout cas plus que dans bien des pays du monde, éduqués, soignés, protégés.

L'UNION EUROPÉENNE, UN PROJET PERFECTIBLE

Dans les années 1990, les dirigeants européens ont insisté sur la prospérité, qu'ils promettaient, à la clé, avec l'euro. Avec la monnaie unique, l'Europe s'est encore enrichie mais tous les Européens n'en ont pas profité de la même manière: les différences entre pays et à l'intérieur même des pays ont eu tendance à se creuser, d'où une déception profonde, pour ne pas dire une certaine méfiance envers la construction européenne. Même si la responsabilité première des dérapages revient aux États membres, qui ont mal géré les finances publiques et peu préparé l'avenir, les effets de la crise sont couramment imputés à l'Union européenne: austérité, chômage, «c'est la faute à Bruxelles!» L'Union économique et monétaire souffrait

Sylvie Goulard,
députée européenne
ALDE (Alliance
des démocrates
et des libéraux
pour l'Europe)*.

Le modèle européen est à bout de souffle. Comment repenser l'Europe dans le cadre de la mondialisation pour sortir de la crise économique et environnementale actuelle? Quel sens donner au développement pour imaginer un monde plus juste, durable, où l'humain tient une place significative?

Si la paix demeure la pierre angulaire de l'édifice européen, elle ne peut plus en être la finalité. Les Pères fondateurs de l'Europe parlaient d'ailleurs déjà de la «*défense d'une civilisation*» et non point seulement de réconciliation. Depuis que leurs voix se sont tues, le sens de l'intégration européenne s'est perdu. Qui se souvient encore que le préambule du traité de Rome de 1957 fixe comme objectif à la Communauté économique européenne d'«*améliorer les conditions de vie et d'emploi*» des Européens? C'est souvent en s'éloignant de chez eux, pour un voyage, pour un stage,

QUI SE SOUVIENT ENCORE QUE LE PRÉAMBULE DU TRAITÉ DE ROME DE 1957 FIXE COMME OBJECTIF À LA CEE D'« AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET D'EMPLOI » DES EUROPÉENS ?

* Avec le concours d'Isabelle Daussun, stagiaire à qui l'auteur exprime toute sa gratitude.

de failles dans sa conception, des erreurs ont été commises, assurément, au niveau européen mais le débat politique national, en France comme ailleurs, fait rarement apparaître les véritables responsabilités.

Certains États européens vont mal, parce qu'ils n'ont pas suffisamment affronté les bouleversements liés à la mondialisation, réformé l'éducation et la formation professionnelle, réduit les coûts de l'administration publique, ni pallié les conséquences – pourtant tellement prévisibles ! – du vieillissement de la population. En outre, les changements anthropologiques de nos sociétés (la maîtrise de la fécondité et l'éducation des filles) comme l'impérieuse nécessité de rendre notre croissance durable (à cause du changement climatique, de la raréfaction des ressources ou de la perte de biodiversité) tardent à se traduire dans les lois et les pratiques. Les évolutions possibles de nos emplois, des conditions de la production, des moyens de déplacement ou des enjeux de consommation sont trop souvent perçues comme des problèmes, des tracaseries. De la réforme, nous voyons la difficulté en oubliant, hélas trop souvent, l'élan qu'elle peut susciter, les énergies qu'elle peut libérer.

**DE LA RÉFORME, NOUS VOYONS
LA DIFFICULTÉ EN OUBLIANT,
HÉLAS TROP SOUVENT,
L'ÉLAN QU'ELLE PEUT SUSCITER,
LES ÉNERGIES QU'ELLE PEUT LIBÉRER.**

Ainsi, nous nous trouvons avec un projet européen en panne d'idées, et des idées pour une nouvelle croissance en panne de projet politique. Peut-être serait-il possible de renouer ces deux fils. Les bonnes raisons ne manquent pas pour contribuer à établir un nouveau mode de développement. Ce serait un moyen à la fois d'apporter plus de bien-être aux populations, en Europe et hors d'Europe, et d'asseoir l'influence de l'Union européenne, son rayonnement.

RÉFORMER POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

La mondialisation suscite des controverses bien trop schématiques. Ceux qui la vouent aux gémonies oublient que le monde des siècles derniers, dominé par l'Occident, était profondément injuste. En souhaitant défendre les avantages acquis, ceux-là oublient combien certaines populations n'ont rien, pas même l'essentiel. Le contraste est frappant, en effet, entre ceux qui, en Afrique, en Asie, n'ont ni eau courante, ni sanitaires, ni soins, ni lunettes et qui meurent parfois encore de faim, et ceux qui, aux États-Unis, en Europe, au Japon, ont trop, gaspillent l'énergie, mangent à en être obèses et sont esclaves du marketing et de la consommation. En permettant le décollage de certaines régions du monde, la mondialisation peut être bénéfique. Ce qui ne signifie pas qu'il faille la défendre sans esprit

critique. Pour être durable, elle doit s'accompagner de mesures qui en préviennent les dérives. Le creusement des inégalités, la destruction de l'environnement constituent ses revers les plus patents.

Dans l'Union européenne, les inégalités ne manquent pas non plus. L'union monétaire souffre encore de n'être pas accompagnée d'une union économique digne de ce nom. Comme le montre Pierre Defraigne, dans son article « L'euro, le modèle et la puissance^[1] », un certain nombre de lacunes dans l'intégration économique européenne ont maintenu, voire creusé, les inégalités. Pierre Defraigne rappelle, par exemple, que le marché unique s'est construit en l'absence de politiques sociale et fiscale communes, ce qui a permis à des États membres de conserver leurs régimes fiscaux très avantageux, avec une mentalité de passagers clandestins. De même, l'euro a été créé sans instruments de supervision des banques ni mécanisme suffisant de coordination et de contrôle des politiques économiques. Des progrès ont bien été accomplis, mais il faudra encore travailler beaucoup pour que les règles nouvelles soient véritablement appliquées.

LIER DÉVELOPPEMENT ET QUALITÉ DE VIE

Si nous n'imaginons pas de nouveaux modes de développement, c'est, en plus d'une crise économique, une crise environnementale

LE MARCHÉ UNIQUE S'EST CONSTRUIT EN L'ABSENCE DE POLITIQUES SOCIALE ET FISCALE COMMUNES, CE QUI A PERMIS À DES ÉTATS MEMBRES DE CONSERVER LEURS RÉGIMES FISCAUX TRÈS AVANTAGEUX.

que nous devons bientôt affronter, voire une crise morale. La nature est surexploitée, la population mondiale ne cesse d'augmenter, les métropoles du Sud grossissent. Ces grandes villes offrent-elles aux néo-citadins, parfois entassés dans des bidonvilles ou des banlieues sans âme, des perspectives d'épanouissement ? Le lien entre développement et qualité de vie mérite d'être abordé, en soi et parce que l'efficacité dépend aussi de la capacité des êtres humains à s'adonner à leurs tâches avec engagement.

Dans son ouvrage récent, *La Mystique de la croissance*, Dominique Méda^[2], sociologue à l'université Paris-Dauphine, développe justement ce point. Selon elle, la quête perpétuelle de la croissance, telle qu'elle a été privilégiée jusqu'à ce jour, ne rend pas les hommes plus heureux, nuit à l'environnement et, finalement, n'est pas durable.

Des recherches, comme celles conduites par la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social présidée par le professeur Joseph E. Stiglitz en 2009, invitent à revoir les indicateurs que nous utilisons couramment sans y prêter plus guère

¹ Pierre Defraigne, « L'euro, le modèle et la puissance », Madariaga College of Europe Foundation, février 2013.

² Dominique Méda, *La Mystique de la croissance*. Comment s'en libère Flammarion, 2013.

attention. Ainsi, le calcul du produit intérieur brut est, à lui seul, insuffisant car il ne prend pas en compte un ensemble de variables, telles que les dégâts faits à l'environnement, qui déterminent pourtant aussi notre bien-être.

UNE NOUVELLE FRONTIÈRE POUR L'EUROPE

Il est temps que l'Europe opère un changement. En raison du vieillissement de sa population, elle ne peut surmonter la crise en comptant uniquement sur une bonne gestion et des gains infinis de productivité; il est déjà prouvé que, dans les services, la réserve de productivité est plus réduite que dans l'industrie. L'alimentation de 9 milliards d'êtres humains passe par de nouvelles habitudes alimentaires tant la production de viande requiert plus de protéines que celle de végétaux.

L'être humain peut accepter la contrainte d'être «compétitif» si son existence n'est pas réduite à la mesure de ce qu'il produit. Il a besoin de savoir pourquoi il accomplit une tâche et que son travail lui procure d'autres satisfactions: être membre d'une équipe, être fier de ce qu'il fait, donner aux siens le nécessaire et même un peu de superflu, partager. Même sans tomber dans la nostalgie des artisans de jadis, il existe une différence entre visser des boulons à une certaine cadence et se dire qu'on fabrique l'A380! Il y a une différence

entre traire une vache et penser qu'on nourrit l'humanité. Entre sobriété et gaspillage.

● Un rôle d'avant-garde à jouer

Dotée d'un espace relativement étroit, d'un patrimoine naturel, de terroirs et d'expériences sans équivalent, l'Europe a résolument un rôle d'avant-garde à jouer. Elle est assez bien placée pour le faire, ayant toujours porté certaines valeurs comme la préservation de l'environnement et de produits agricoles de qualité, la protection des données personnelles de ses citoyens, l'égalité hommes-femmes, ainsi que des modèles sociaux élaborés. Certains États industrialisés sont moins sensibles à ces sujets. Quant aux pays émergents, on peut difficilement leur demander de fournir immédiatement des efforts aussi poussés dans ces domaines. L'Europe devrait donc se faire le porte-parole d'une certaine vision de l'homme: prospère mais non point asservi à son ventre; inventif mais non point destructeur de la nature; soucieux de ses enfants et du long terme.

● Impliquer les citoyens à la vie de la cité

Ce mode de développement n'a de sens que si les populations y adhèrent. Il suppose que la consommation soit plus responsable, ce qui est à la fois une contrainte mais aussi une chance de faire participer les citoyens à la vie de la cité. Au lieu de demander plus – à l'Europe, à nos États, nos

DOTÉE D'UN ESPACE RELATIVEMENT ÉTROIT, D'UN PATRIMOINE NATUREL, DE TERROIRS ET D'EXPÉRIENCES SANS ÉQUIVALENT, L'EUROPE DEVRAIT SE FAIRE LE PORTE-PAROLE D'UNE CERTAINE VISION DE L'HOMME.

collectivités, nos services publics, nos syndicats –, les citoyens européens pourraient être invités à contribuer en actes: en se déplaçant, en travaillant, en mangeant, en vivant différemment. Si les Conseils européens n'étaient pas consacrés à prendre des décisions qui relèvent des ministères techniques, peut-être les dirigeants auraient le loisir de s'interroger sur les sujets les plus fondamentaux et de prendre des décisions concrètes.

Pour gommer les inégalités, l'Union européenne a besoin d'un sursaut. Les progrès accomplis ces dernières années vers l'union bancaire, le semestre européen, le nouveau rôle de supervision endossé par la BCE (Banque centrale européenne), la régulation du secteur financier vont dans le sens d'un meilleur encadrement d'activités nécessaires mais non durables. Il reste beaucoup à faire pour progresser sur la voie d'un nouveau modèle, qui soit à la fois compétitif et plus social, non par crispation sur des acquis intenable mais par ouverture à de nouveaux horizons.

L'élaboration d'un nouveau modèle de développement est une œuvre de longue haleine. Elle ne s'accomplira pas en un jour. Sa prin-

cipale vocation est d'améliorer, intrinsèquement, la qualité de la vie et la dignité des travailleurs. Néanmoins, il est clair que si des citoyens plus nombreux se reconnaissent dans ce modèle, leur adhésion au projet rejaillirait, de manière positive, sur l'Europe, qui aurait retrouvé sa raison d'être. ●

